



**Discours de Jean-Marc Ayrault
président de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage**

**Conférence
« Antisémitisme, racisme : l'urgence d'agir »**

31 mars 2026

Nantes

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je suis heureux d'être avec vous ce soir et je tiens à vous remercier, cher Michel WIEWORKA, de m'avoir proposé d'ouvrir ces rencontres consacrées à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, et au rôle de l'école dans ces combats.

Alors que la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme vient de s'achever, la nécessité de s'armer contre ces deux fléaux me paraît plus urgente que jamais.

Le racisme et l'antisémitisme, ce sont d'abord des mots, des images, des stéréotypes que l'on croyait enfouis dans les tréfonds de notre histoire, et qui se réverbèrent pourtant de nouveau dans les miroirs infinis des réseaux sociaux.

Ce sont aussi des actes, contre les biens ou les personnes, agressions, insultes, menaces, mais aussi cette violence plus sournoise mais pas moins traumatisante, la discrimination.

Ce sont enfin des morts : Aboubacar CISSE, assassiné dans sa mosquée de la Grande-Combe le 25 avril 2025 ; Hichem MIRAOU, assassiné par son voisin le 31 mai 2025 à Puget-sur-Argens ; ou encore Ismaël AALI, retrouvé noyé dans un étang à Loire-sur-Rhône en janvier 2026, tous trois tués en raison de leur origine ces douze derniers mois.

Ces cas ne sont pas isolés. Ils s'ajoutent à d'autres morts, tombés sous les balles du terrorisme antisémite comme à Toulouse en 2012 et à l'Hyper Cacher en 2015, ou victime de fantasmes antisémites crapuleux comme Ilan HALIMI en 2006.

Ces cas ne sont pas isolés car ils s'inscrivent également dans une plus vaste réalité qui ne laisse pas d'inquiéter. D'après le dernier rapport de la commission nationale consultative des droits de l'homme, la CNCDH, tous les indicateurs de la violence raciste et antisémite sont au rouge :

- C'est le cas du nombre de crimes et de délits constatés par les services de police et de gendarmerie, passés de 8 458 actes en 2023 à 9 350 crimes en 2024,
- C'est aussi le cas du nombre de signalements sur la plate-forme PHAROS pour provocation publique à la haine, discrimination, injures et diffamations xénophobes, au nombre de 36 048, en hausse de 55 % par rapport à 2023,
- C'est enfin le cas du total des actes racistes ou antisémites collectés par la Direction nationale du renseignement territorial, 3 144 en 2024, parmi lesquels la moitié sont des actes antisémites, qui se maintiennent au niveau exceptionnellement élevé qu'on a constaté après les massacres terroristes du 7 octobre, auxquels s'ajoutent 173 faits antimusulmans et 1 401 autres faits racistes, également en très forte augmentation en 2024.

A ces statistiques, il convient en plus d'ajouter l'énorme chiffre noir qui entoure l'évaluation des actes racistes, antisémites ou xénophobes, puisque le rapport de la CNCDH estime que 97% de ces atteintes ne font l'objet d'aucune plainte.

Ce rapport en détaille les multiples raisons : un certain manque de confiance dans les institutions policières et judiciaires, le constat du peu de suites données aux signalements, la crainte des représailles... mais aussi le manque d'engagement des autorités, que déplore la CNCDH.

Il est temps de sortir de cette réserve pour agir enfin, face à la quadruple urgence que dessinent ces constats :

Urgence de dire l'ampleur des phénomènes.

Urgence d'entendre les victimes.

Urgence de sanctionner les faits.

Urgence de combattre non seulement leurs perpétrateurs, mais aussi les facilitateurs et tous les diffuseurs des idéologies de haine qui alimentent chaque jour dans notre pays le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

Mais pour mener efficacement ce combat, encore faut-il savoir ce que l'on combat. Pour être efficaces, il faut bien nommer les choses et dégager ce que chaque phénomène a de spécifique, dans ses ressorts et dans ses manifestations.

Parler de l'antisémitisme nous plonge dans une histoire plusieurs fois millénaires.

Une histoire qui est largement européenne, je le souligne, parce que c'est notre continent façonné par le christianisme qui a fait du juif le bouc-émissaire absolu, jetant dans la persécution des communautés qui vivaient là depuis des siècles, et inventant contre elles des légendes dont nous ne sommes pas encore débarrassés : on l'a vu lors de la pandémie de COVID-19, qui n'a pas seulement provoqué une flambée dramatique de racisme anti-asiatique, mais également le resurgissement du fantasme des juifs empoisonneurs.

A ces hantises moyen-âgeuses, la modernité a ajouté le conspirationnisme contre-révolutionnaire symbolisé par *Les Protocoles aux Sages de Sion*, le faux antisémite le plus célèbre du monde. Je rappelle qu'il a été forgé à Paris, à l'ambassade de la Russie tsariste, par des agents d'influence qui étaient les « ingénieurs du chaos » de la Belle Epoque. Vladimir POUTINE n'a rien inventé.

A la charnière entre le 19^{ème} et le 20^{ème} siècle, cette idée d'une conspiration mondiale contre les peuples a séduit une partie du mouvement ouvrier. C'est la raison pour laquelle, après le député autrichien Ferdinand KRONAWETTER, le social-démocrate allemand August BEBEL a dit un jour que « l'antisémitisme est le socialisme des imbéciles », c'est à dire un détournement de la lutte des classes vers un faux ennemi.

En France, l'affaire DREYFUS a divisé les socialistes. Même Jean JAURES a hésité, avant de rallier avec éclat le camp dreyfusard, et de faire de la lutte contre l'antisémitisme un combat du socialisme démocratique, ce qu'il ne doit jamais cesser d'être.

A ces phénomènes directement inscrits dans l'histoire de l'Europe, il faut désormais ajouter l'impact du problème israélo-palestinien depuis 1948. L'impossible résolution de ce conflit, la poursuite de la politique de colonisation de l'Etat hébreu en Cisjordanie et à Gaza et la brutalisation des actions du gouvernement israélien contre les Palestiniens nourrissent depuis des décennies une critique radicale d'Israël.

Bien que distincte, cette critique peut se nourrir d'antisémitisme et l'alimenter à son tour, sous l'influence notamment de l'Iran et de ses alliés islamistes qui veulent la destruction d'Israël. L'antisémitisme n'est chez eux pas un tabou, et ils l'entretiennent jusque chez nous, comme l'a montré le soutien du régime de Téhéran à Dieudonné.

C'est dans ce contexte déjà enflammé que la bombe du 7 octobre a explosé, libérant une fureur antisémite contre laquelle je me suis élevé en me joignant à la grande manifestation du 12 novembre 2023 à Paris.

Mais la dénonciation nécessaire des violences anti-juives qui se sont déchaînées lors de cette attaque terroriste et à sa suite n'a pas fait disparaître le problème palestinien. Au contraire, la dérive du gouvernement israélien s'est amplifiée.

Face à cela, ni la critique de cette dérive ni la défense des droits des Palestiniens ne sont de l'antisémitisme. A condition toutefois que ces critiques ne tombent pas dans l'essentialisation qui fait de toute personne de confession juive un agent de Benjamin NETANYAHOU. Non, on ne peut pas confondre les communautés juives dans le monde avec les citoyens israéliens, ni les citoyens israéliens avec leur gouvernement.

Les antisémites instrumentalisent le conflit israélo-palestinien pour distiller leur poison, et le gouvernement israélien instrumentalise l'antisémitisme pour réduire au silence ses opposants. Seules la justice et la vérité nous permettront de sortir de ce double piège, justice pour les deux peuples, vérité sur les crimes dont ils ont été et sont victimes, au nom des droits humains universels qui doivent nous rassembler.

C'est aussi pourquoi il faut combattre le racisme en même temps que l'antisémitisme. Là réside la crédibilité du discours universaliste, dans cette affirmation qu'il n'y a pas de hiérarchie dans la négation de la dignité humaine, car c'est cette idée de hiérarchie qui est la négation même de l'Humanité.

Les ressorts du racisme recourent ceux de l'antisémitisme quand ils essentialisent des populations présentées comme radicalement « autres ». Mais les formes de racisme les plus développées en France aujourd'hui renvoient à une histoire totalement différente de celle des Juifs d'Europe : leurs racines plongent dans notre histoire coloniale.

Le préjugé de couleur est né en effet pour donner un fondement naturel à l'inhumanité de l'esclavage colonial, et une justification à la hiérarchie que les Européens avaient mise en place à leur profit dans leurs colonies esclavagistes.

Les représentations qui continuent de nourrir l'imaginaire raciste aujourd'hui sont nées dans cette matrice d'injustice et d'exploitation. C'est le colorisme, qui associe la blancheur à la pureté et à la supériorité. C'est l'image du colonisé paresseux, qu'il faudrait donc élever par le travail forcé. C'est l'idée que ces populations seraient plus dures au mal, et pourraient donc être plus durement traitées.

Bien que sans fondement, ces représentations ont perduré jusqu'à aujourd'hui. Elles nourrissent le déferlement de propos racistes dont sont victimes les nouveaux maires noirs issus des récentes élections, et je veux dire ici ma solidarité à leur égard, en particulier à Bally BAGAYOKO, le maire de Saint-Denis, qui fait l'objet depuis 15 jours d'une campagne immonde à laquelle il fait face avec beaucoup de dignité.

Ces stéréotypes font aussi le lit des discriminations que subissent les populations extra-européennes dans notre pays : souvenons-nous de ces entreprises du BTP franciliennes condamnées il y a quelques années pour « discrimination raciale systémique » parce qu'elles avaient organisé leurs chantiers sur une base raciale, en réservant les travaux les plus dangereux à des Maliens exploités. Souvenons-nous également de ce prétendu « syndrome méditerranéen » qui fait penser à certains soignants que les patients d'origine africaine exagèreraient leurs symptômes, alors qu'il s'agit d'une légende qui conduit à des pertes de chance pour ces malades.

Tous ces exemples témoignent d'une réalité propre au racisme que subissent les populations issues de nos anciennes colonies, ou perçues comme telles : c'est sa dimension systémique, qui est au cœur de la mécanique des discriminations. Le terme est souvent mal compris, assimilé à une politique de racisme d'Etat, à l'instar du régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

Or ce n'est pas de cela qu'il s'agit : aucune loi n'a poussé les entreprises du BTP condamnées pour « discrimination raciale systémique » à organiser leurs chantiers sur une base raciste. Et aucune règle n'a été édictée dans les hôpitaux pour traiter moins bien les populations d'origine africaine. Et pourtant, ces comportements existent, et ils ont des effets bien concrets, mesurables, perceptibles par les populations qu'ils touchent.

Pour comprendre comment ils agissent, il faut comprendre d'où ils viennent : les origines de ces organisations du travail racialisées remontent au temps de la colonisation, et même parfois de l'esclavage ; quand au dévoiement des prises en charge médicales, ils ont été inventés par une médecine coloniale marquée par la pseudo « science des races ».

S'extirper de ces représentations n'est pas simple, quand elles imprègnent les pratiques, le vocabulaire, l'environnement général de travail. Mais dans une République universaliste, il n'est pas possible de tolérer le maintien de telles situations, qui prive de sens sa promesse d'égalité et sont d'autant plus durement ressenties par les personnes qui en sont les victimes.

Cette dimension systémique des discriminations que subissent les personnes assimilées aux populations anciennement colonisées s'ajoute aux actes racistes dont elles peuvent être victimes, et elle appelle un effort particulier de la part des pouvoirs publics pour les faire reculer. Cet effort suppose aujourd'hui de combattre deux tendances qui participent à normaliser le rejet dont ces populations sont l'objet :

- la première de ces tendances est la xénophobie, c'est-à-dire la peur de l'étranger, caricaturé en « Autre » absolu et absolument menaçant ; en faisant du délinquant multirécidiviste sous OQTF l'unique représentation de l'étranger résident sur le sol français, les discours xénophobes suscitent la défiance à l'égard de tous les étrangers, mais également à l'égard de toutes les personnes perçues comme étrangères, en raison de leur nom, de leur couleur de peau ou de leur religion ;

- la seconde de ces tendances est la haine de l'islam, considéré comme radicalement hostile à la République ; cette posture, qu'il faut distinguer de la critique de l'islam qui, elle, est tout à fait légitime dans une démocratie laïque, ignore le fait que l'immense majorité des musulmans de France vivent leur foi en toute tranquillité.

Ces deux tendances reposent sur des sophismes qui distordent deux constats avérés :

- la xénophobie part d'une évidence : un étranger, qui ne jouit pas de la citoyenneté, a par définition moins de droits qu'un national ; mais de cette évidence elle fait un principe général et absolu en vertu duquel on pourrait priver les étrangers de leurs droits essentiels, en contradiction avec nos textes fondamentaux
- le rejet de l'islam prétend, lui, répondre à la radicalisation islamiste d'une minorité des musulmans, en diabolisant cette religion elle-même et toutes celles et tous ceux qui la pratiquent, en contradiction avec nos textes sur la laïcité, qui protègent les croyants autant que les non-croyants.

Face au flot de polémiques attisées par les algorithmes et les démagogues, il est de plus en plus difficile de faire entendre la voix de la raison, de la tolérance et du droit alors que ces dérives menacent la fabrique même de notre démocratie.

C'est la raison pour laquelle le rôle de l'école est essentiel.

C'est à l'école que se forge l'esprit critique des futurs citoyens.

C'est à l'école qu'ils expérimentent la vie en société.

C'est à l'école qu'ils découvrent les nuances et les complexités de l'Histoire.

C'est à l'école aussi qu'ils devraient apprendre à décortiquer les stéréotypes qui nourrissent le racisme et l'antisémitisme, et s'interroger sur la façon dont ces idées peuvent les imprégner.

Un programme robuste d'éducation aux médias devrait les aider à les repérer dans les flux de l'actualité et des réseaux sociaux, et à ne pas tomber dans les pièges de la propagande, des fake news et des algorithmes.

Mais il s'agit là de médicaments. Contre la maladie du racisme et de l'antisémitisme, nous avons aussi besoin de vaccins.

Le plus puissant d'entre eux est à mes yeux notre capacité collective à nous retrouver autour d'un destin commun et de valeurs partagées. En d'autres termes, autour d'un récit qui nous définisse ensemble en tant que nation.

Un « récit national » et non pas un « roman national » car il ne s'agit pas ici de raconter des histoires inventées à nos enfants pour exalter en eux le nationalisme, comme le font les régimes autoritaires. Il s'agit juste de leur raconter l'histoire de leur pays, avec ses ombres et ses lumières, ainsi que l'histoire des populations qui forment aujourd'hui la nation française, et des combats qu'il a fallu mener pour faire de la liberté, de l'égalité et de la fraternité les principes cardinaux de notre République.

C'est en ce sens que ce récit national peut être un outil contre le racisme et l'antisémitisme. En rappelant les fondements de nos valeurs, trempées dans les luttes pour imposer l'abolition de l'esclavage, la citoyenneté des Juifs et des Noirs sous la Révolution, en saluant le courage des Justes de France contre les persécutions antisémites de Vichy et la clairvoyance des grandes voix anticolonialistes de la République.

Et aussi en célébrant les apports de toutes celles et tous ceux dont les destins mélangés forment la nation française aujourd'hui. Cela veut dire parler de la présence juive en France depuis le Moyen-Âge. Cela veut dire incarner les présences noires, arabes, asiatiques en France avec des noms, des vies, des héritages dont l'évocation brise les mythes colonialistes qui hantent encore notre inconscient collectif.

Je parle ici d'histoire, mais ce récit plus riche et plus divers a également vocation à se déployer dans les cours de lettres, d'histoire des arts, de langues vivantes, car les héritages de cette histoire se retrouvent dans tous ces domaines.

C'est tout le sens de la loi TAUBIRA du 21 mai 2001 par laquelle la France a reconnu la traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité. Parce que le racisme anti-noirs s'est construit dans la société esclavagiste, cette reconnaissance nous permet de saisir ce qu'il y a de français dans l'histoire de cette forme de racisme, et de saisir aussi ce que furent les résistances à la mise en place de ce système, à sa racialisation, et à sa prolongation après l'abolition.

Parmi les grandes figures qui s'y sont opposées, permettez-moi d'en nommer quatre : l'Abbé Grégoire, Frantz FANON, et le couple que formaient André et Simone SCHWARZ-BART.

Parce que, dans des époques et avec des outils très différents, elle et ils ont incarné le combat jamais achevé pour l'égalité. L'Abbé Grégoire avec la loi, Frantz FANON avec les idées, André et Simone SCHWARZ-BART avec la littérature.

Parce que, dans ce combat, elle et ils ont toujours associé leur rejet du racisme et leur rejet de l'antisémitisme. Quatre figures, quatre parcours, quatre histoires, qui mêlent la métropole, les vieilles colonies et l'Algérie française, la Révolution, la Résistance et le combat anticolonialiste, la dissidence d'outre-mer et la Guadeloupe rebelle, la mémoire de la Shoah et la mémoire de l'esclavage.

Quatre figures qui nous disent qu'il n'y a pas de lutte antiraciste possible si les juifs sont persécutés, pas de lutte contre l'antisémitisme efficace si on laisse le racisme et les discriminations perdurer.

Quatre figures qui dessinent aussi pour nous une France libérée de ses préjugés ; et qui nous aident à nous projeter dans un avenir commun, plus juste et plus inclusif.

Je le dis, ici, à Nantes, car, lorsque je me suis présenté à la mairie en 1989, c'est ce que j'ai invité les Nantaises et les Nantais à faire, face à ce passé esclavagiste qui écrasait la ville autant qu'elle l'entravait : je les ai invités à la lucidité et à la reconnaissance, car face aux grandes blessures du passé, la vérité ne nous divise pas, elle nous libère et elle nous guide.

C'est elle qui nous aidera à construire, ensemble, un monde sans racisme et sans antisémitisme.

Il est plus qu'urgent de s'en rappeler, et d'agir en conséquence.

Je vous remercie.